

# Discours d'austérité :

## Mettons les pieds dans le plat !

**D**eux informations viennent de marquer la fin de la période des vacances : une concerne les dividendes versés aux actionnaires, l'autre l'évolution de la croissance du pays.

Il peut être intéressant de les rapprocher et de se poser quelques questions :

### ■ Première info

*Les dividendes qui seront versés en 2006 (résultats 2005) à leurs actionnaires par les sociétés du CAC 40, seront en progression de 18 % par rapport aux distributions effectuées en 2005 (résultats 2004). Rappelons que ces derniers étaient déjà supérieurs de 30 % à celles effectuées l'année précédente.*

*Au total ce sont ainsi 26,2 milliards d'euros qui seront versés aux actionnaires (des entreprises cotées au CAC 40), une somme en hausse de 54 % (!!!) par rapport à l'année 2002.*

### ■ Deuxième info

*On apprend, dans la même période, que la croissance du PIB (richesses créées) pour l'année 2005, devra, selon l'INSEE, être revue à la baisse : Initialement fixée à 2,5 % (pour l'élaboration de la loi de finances 2005), elle avait déjà été ramenée à un objectif de 2 %, puis aujourd'hui on parle de 1,5 %.*

*Il est à noter que les experts s'accordent pour considérer que c'est la faiblesse de la consommation (recul de 2 % de dépenses en biens manufacturés des ménages au 2ème trimestre 2005) qui est à la base de ce recul.*

**Nous, on n'est pas des grands économistes, mais on aimerait bien poser quelques questions toutes simples.**

- **Une première question** consiste à demander par quel miracle les entreprises peuvent distribuer aux détenteurs de capitaux investis des dividendes en si forte progression (+ 18 %) alors que la croissance des richesses créées est si faible, et que, de plus, elle se ralentit (inférieure à + 2 %) ?



Ne serait-ce pas que l'explosion de ces dividendes est –à l'exclusion de nouvelles richesses créées– nourrie par les reculs sociaux imposés aux salariés, aux peuples ? Pression sur le pouvoir d'achat, sur l'emploi, les conditions de travail, les droits sociaux, les contributions sociales, la fiscalité (donc aussi les moyens du service public), les échanges nord/sud... c'est bien tout ce « coût social » qui rémunère les actionnaires, le capital, non ?

### ● Une deuxième série de questions

porte sur l'origine et les conséquences de ce ralentissement de la croissance.

S'il y a moins de « consommation des ménages » ne serait-ce pas dû quelque part à une baisse du pouvoir d'achat ?

Et si la croissance baisse, cela n'aura-t-il pas des conséquences sur l'emploi, nous entraînant dans une spirale de reculs ?

Cela ne signifie-t-il pas que, loin d'être opposés, salaires et emplois se nourrissent ?

Par ailleurs, les moindres rentrées fiscales qui résultent de la faiblesse de la croissance au regard des éléments pris en compte pour arrêter l'équilibre budgétaire, vont-elles conduire à une aggravation des déficits publics (encadrés au niveau européen) ou/et à couper de nouveau dans les dépenses, et donc dans les crédits de la Fonction publique de l'Etat ?

**On va continuer, n'en doutons pas, à nous servir le même discours face aux revendications salariales, aux revendications concernant le service public, l'emploi public, etc...**

**On va continuer à nous dire que la situation est difficile, que les déficits sont colossaux, qu'il faut faire des sacrifices, que le « bout du tunnel » est pour plus tard, etc...**

**Alors n'hésitons pas à bousculer les discours ambiants, à mettre les pieds dans le plat (réchauffé) que l'on nous sert, est à poser les questions toutes simples soulevées ci-dessus.**

**Ça peut aider.**